

ASSOCIATION L'ELAN

Conformité RGPD

POLITIQUE DE PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

0. Généralités

Nom et coordonnées du responsable du traitement

Association L'ELAN
25, rue du Contrat Social
76000 Rouen
Tel : 02 35 71 76 82

Adresse de contact du DPO de l'Association

dpo@numerilex.fr

DPO

Nous avons désigné un DPO externe (Correspondant à la Protection des Données Personnelles). Vous pouvez vous adresser à lui pour toute question relative à la protection des données vous concernant, en envoyant un message à l'adresse de contact ci-dessus.

Date de dernière mise à jour

17 03 21

Cadre juridique

Le Règlement Général sur la Protection des Données personnelles du 26 mai 2016 (RGPD)
La loi informatique et liberté, du 4 janvier 1978, mise à jour à la suite du règlement précité dite LIL4.

Objet

L'Association l'ELAN par abréviation ci-après « l'ELAN » est susceptible, au cours de ses activités, de traiter les données à caractère personnel de ses interlocuteurs, et notamment de ses Usagers. A ce titre, elle est tenue d'une obligation générale de protection des dites données en mettant en œuvre des mesures techniques et organisationnelles. Le présent document, a pour objet d'informer les personnes concernées sur la manière dont l'ELAN s'acquitte de cette obligation.

Evolution

Cette politique est consultable sur notre site internet www.asso-elan.org

Elle est susceptible d'évoluer, en fonction des modifications législatives et réglementaires ou de notre organisation.

Elle fait alors l'objet d'une mise à jour, dont la date est indiquée ci-dessus, sous la rubrique « Date de la dernière mise à jour »

1. L'Association l'ELAN

ELAN est une association dédiée à la protection de l'enfance.

Elle est liée au Département de Seine Maritime par une Convention, qui l'autorise à mettre en œuvre des mesures éducatives dans un cadre administratif.

Elle est liée au Ministère de la Justice par une habilitation, qui l'autorise à mettre en œuvre des mesures éducatives judiciaires, ordonnées par les Juges des enfants.

Elle effectue des investigations destinées à :

- Recueillir les informations requises pour définir les mesures classiques ou renforcées, d'Assistance Educative à Domicile (AED) et/ou l'action éducative en milieu ouvert (AEMO)
- Fournir au juges des enfants, les informations dont ils ont besoin pour prendre la décision la mieux adaptée (Mesures Judiciaires d'Investigation Educative – MJIE)

Ces investigations s'inscrivent dans le cadre d'une « mission d'intérêt public » au sens de l'article 6.1.e) du RGPD.

C'est dans l'exécution de cette mission qu'elle est amenée à traiter des données personnelles des « Usagers » terme qui désigne l'ensemble des personnes appelées à bénéficier de ses services.

Lorsqu'elle collecte des données personnelles, l'ELAN agit juridiquement en qualité de responsable du traitement, au sens de l'article 4.7) du RGPD.

Mais techniquement, pour opérer ces traitements, l'ELAN fait appel à différents prestataires, qui opèrent en qualité de sous-traitant, au sens de l'article 4.8) du même règlement.

2. Mesures de protection des données traitées

Principes

D'une manière générale, les mesures de protection que l'ELAN s'oblige à prendre, reposent sur les principes suivants, issus de l'article 5 du RGPD :

- Traiter les données à caractère personnel de façon licite, loyale et transparente ;
- Collecter les données à caractère personnel pour des finalités spécifiques, explicites et légitimes et ne pas les traiter d'une façon incompatible avec ces finalités ;
- S'assurer que les données traitées sont adéquates, pertinentes et limitées à ce qui est nécessaire au regard des finalités pour lesquelles elles sont traitées ;
- Faire les meilleurs efforts afin de nous assurer que les données soient exactes et, si nécessaire, mises à jour.
- Prendre toutes les mesures raisonnables à même de nous assurer que les données à caractère personnel inexactes, eu égard aux finalités pour lesquelles elles sont traitées, soient supprimées ou rectifiées sans délai ;
- Conserver les données à caractère personnel sous une forme permettant votre identification uniquement pour la durée nécessaire au regard des finalités du traitement ;
- Traiter les données à caractère personnel de façon à garantir un niveau de sécurité approprié pour lesdites données.

Engagements

Ces principes se traduisent par les engagements suivants :

- Respecter votre vie privée et vos droits ;
- Mettre la protection et la sécurité de vos données à caractère personnel au cœur de nos préoccupations ; comme précisé dans notre Charte d'Utilisation du Système d'Informations ;
- Dans toute la mesure du possible, protéger lesdites données dès la conception (privacy by design)
- Ne pas utiliser vos données à caractère personnel pour des finalités qui ne vous auraient pas été préalablement notifiées
- Nous interdire de conserver vos données à caractère personnel sans limitation de durée ;
- Détruire tout document vous concernant en respectant la Procédure d'Archivage de l'Association
- Nous interdire de partager, et/ou de vendre vos données à caractère personnel à des tiers ;
- Ne recourir qu'à des prestataires présentant des garanties de fiabilité et s'obligeant à la même politique de protection
- Faire nos meilleurs efforts pour répondre à l'exercice de vos droits, tels qu'énoncés à l'article 9 ci-dessous.

3. Catégories de données collectées

Au cours de l'exécution de nos missions, les catégories de données que nous sommes susceptibles de collecter, sont celles visées par la Délibération CNIL n°2016-096 du 14 avril 2016, portant autorisation unique (AU 49) de traitements des données à caractère personnel mis en œuvre dans le cadre de la prévention et de la protection de l'enfance.

4. Finalités des traitements

D'une manière générale, les données sont collectées exclusivement pour fournir à nos donneurs d'ordre (Département de Seine Maritime, et Services de la protection judiciaire de la jeunesse) les informations qui leur sont nécessaires pour prendre les mesures adaptées à la situation personnelle des enfants et de leurs familles, donc pour les finalités suivantes :

- Aide Educative à Domicile (AED)
- Action Educative en Milieu Ouvert (AEMO)
- Mesures Judiciaires d'Investigation Educative (MJIE).

Si vous postulez un emploi, nous gérons vos données et celles de votre CV pour instruire votre candidature.

Si vous êtes l'un de nos fournisseurs ou prestataires de service, nous traitons vos données pour la gestion de notre relation contractuelle.

5. Bases légales de nos traitements

Ce sont celles de la mission d'intérêt public, et de le cas échéant de l'intérêt légitime, au sens de l'article 6 du RGPD.

6. Durée de conservation

Celle prévue par l'autorisation unique AU 49, et à défaut celle de la prescription légale, dans l'attente de la publication d'un Référentiel CNIL, adapté aux exigences du RGPD appliqué aux établissements services, ou organismes assurant le suivi des actions sociales et mesures mises en œuvre en faveur des mineurs et jeunes majeurs et de leur famille.

7. Destinataire des données

D'une manière générale, les données collectées ont pour destinataires :

- Les préposés et collaborateurs de l'Association affectés à la relation avec les Usagers
Ce qui désigne essentiellement, outre les dirigeants de l'Association
 - Nos collaborateurs salariés et non-salariés
 - Notre personnel administratif et comptable

Ces personnels salariés ont été sensibilisés au problème de la protection des données.

Ils ont reçu un exemplaire de notre **Charte d'Utilisation du Système d'Information**, qui souligne, l'obligation de protection pesant sur chaque utilisateur du système d'information.

- Les préposés des services publics donneurs d'ordre, départementaux et nationaux.
Ce qui désigne essentiellement les préposés des services de l'Aide Sociale à l'Enfance, et des juridictions (Tribunaux judiciaires et Cours d'Appel)

Contrôle des sous-traitants

Nous veillons à ce que nos prestataires sous-traitants souscrivent des Politiques de Protection des Données personnelles, conformes aux exigences légales.

8. Lieu de conservation des données

Toutes les données collectées sont conservées par des prestataires situés sur le territoire français. Elles ne sont jamais transférées hors de l'Espace Economique Européen.

9. Exercice des droits

Selon les opérations de traitement dont les données sont l'objet, la personne concernée, dispose des droits suivants :

- Accès
Obtenir de l'ELAN confirmation que les données à caractère personnel la concernant sont, ou non, traitées
Dans cette hypothèse, elle peut accéder à ses données à caractère personnel et obtenir des informations telles que la finalité du traitement, les catégories de données à caractère personnel concernées, etc. ;
- Rectification
Obtenir de la part de l'ELAN, responsable du traitement, la rectification des données personnelles inexactes la concernant
- Effacement
Droit d'obtenir la suppression de ses données personnelles, à condition que la loi l'autorise
- Limitation
Obtenir la limitation du traitement, lorsque l'un des motifs justifiant l'exercice ce droit s'applique
- Portabilité
Recevoir ses données personnelles, dans un format structuré, couramment utilisé et lisible par une machine, et droit de transmettre ces données à un autre responsable du traitement sans entrave de l'ELAN
- Opposition
Faculté laissée à la personne concernée, d'interdire d'utiliser ses données personnelles à des fins de marketing direct ;
- Après décès
Droit de définir les lignes directrices pour le traitement de ses données personnelles après son décès.
- Exercice des droits
Pour exercer ces droits, vous pouvez nous contacter à l'adresse indiquée en tête du présent document.
- Recours
Si, la personne concernée n'est pas satisfaite de la manière dont l'exercice de ses droits est pris en charge par l'ELAN, elle dispose en toute circonstance de la faculté de s'adresser à notre DPO en lui envoyant un message à l'adresse dpo@numerilex.fr ou déposer une plainte auprès de la CNIL, à l'adresse suivante : www.cnil.fr

Rouen
17 03 21